

En Direct

avec les
**Conseillers Départementaux
Communistes et Républicains
Front de gauche de Seine-Maritime**

Les élus du groupe au Département :

- **Hubert WULFRANC**, *Conseiller départemental du canton de Saint Etienne du Rouvray, Maire de Saint Etienne du Rouvray, Président du groupe*
- **Séverine BOTTE**, *Conseillère départementale du canton de Saint Etienne du Rouvray*
- **Sophie HERVÉ**, *Conseillère départementale du canton du Havre 3*
- **Jean Paul LECOQ**, *Conseiller départemental du canton du Havre 3, Maire de Gonfreville l'Orcher*

Après l'installation en avril du nouveau Conseil Départemental, la séance plénière du 23 juin fut l'occasion pour la nouvelle majorité de Droite, de prendre ses premières mesures qui, sans surprise, consistent à donner priorité au désendettement, au détriment du renforcement de l'investissement (désormais à un niveau historiquement bas) et de la couverture à hauteur des besoins des seinomarins...

Se défendant pourtant, face aux interventions répétées des élus du groupe qui sont montés au front inlassablement durant toute la séance, de renforcer l'austérité précédemment engagée par les socialistes, le Président n'a pas su, et pour cause, expliquer comment il pouvait tout à la fois : renforcer les moyens des services notamment dans les secteurs des solidarités, conforter les investissements, maintenir le maillage de proximité des services départementaux, aider davantage les communes, tout en n'augmentant pas la fiscalité et en diminuant l'endettement, le tout dans un contexte marqué par une baisse sans précédent des dotations de l'Etat... Et pour cause, la seule réponse de la Droite à cette équation s'appelle l'austérité et par conséquent la suppression ou la diminution de services ou de dispositifs départementaux, mais chut, ceci est un secret... de polichinelle. Le Département prépare bel et bien un « *service minimum* » comme l'avait dénoncé Hubert Wulfranc lors de l'élection du Président.

La nouvelle majorité aurait-elle honte d'être libérale ?

C'est la question que Jean-Paul Lecoq puis Hubert Wulfranc ont par conséquent posé à plusieurs reprises, notant au passage que le début de certaines interventions comme celle de la Présidente du Groupe de la majorité ou du Vice Président en charge de l'agriculture (sur la nécessité d'une nouvelle politique agricole, sur la baisse des dotations de l'Etat ou encore sur l'importance du service public de proximité), ressemblaient beaucoup à ce que les élus communistes disent depuis longtemps. Les mettant en contradiction, les élus communistes ont rappelé que vouloir une intervention de l'Etat et des collectivités dans l'économie, ce n'était pourtant pas très libéral... Quant aux élus socialistes, bien silencieux dans l'ensemble en comparaison au nombre et à la force des interventions des élus communistes et républicains, aucun doute possible : tous derrière le gouvernement en attendant des jours meilleurs et une reprise de la croissance que l'un d'eux a même affirmé avoir constaté, ce qui n'a pas manqué de provoquer les éclats de rire de l'assemblée...

Retrouvez toutes les interventions et résumés des interventions des élus communistes et républicains, Front de Gauche, au Département sur leur blog :

« departement.elus76.com »

Retour du débat politique du Département

Retour du débat de politique départementale dans l'hémicycle après avoir bien failli disparaître avec l'installation de la nouvelle majorité de Droite mais que la forte mobilisation des élus Front de Gauche a permis de préserver. Marie Le Vern, au nom du groupe socialiste, a débuté ce débat matinal sur le thème de la nouvelle Normandie en versant dans le marketing territorial à l'approche des prochaines élections régionales, défendant notamment la place de Rouen en Capitale et énumérant comme sur une plaquette touristique les atouts de la nouvelle Normandie. Par contre, pas un mot sur le projet de Canal Seine Nord qui menace gravement en l'état le tissu industrialo-portuaire normand et les emplois qui vont avec, pas un mot sur le Transmanche, pas un mot sur les enjeux en matière de santé, en matière scolaire, peu de mots sur l'industrie et l'agriculture mais beaucoup de belles formules et de vœux.

Jean-Paul Lecoq a rappelé en quoi la nouvelle région devait être utile pour les gens dans le domaine de la santé, des transports, de l'enseignement, avant de plaider pour une intervention unanime et forte en faveur d'un vrai développement du ferroviaire. Pour sa part, Hubert Wulfranc a profité des interventions pour déposer de nouveau la proposition du groupe de faire étudier et adopter une motion de l'assemblée départementale sur le projet de Canal Seine Nord. Le conseiller prétendu « *apolitique* » de Bolbec, Dominique Métot ayant, au passage, proposé la diminution du nombre de lignes transmanches normandes, avec visiblement celle de Dieppe dans le collimateur, et du nombre d'aéroports normands.

La deuxième intervention du débat, celle de Virginie Lucot-Avril pour la majorité départementale, était axée sur la baisse « insupportable » des dotations de l'Etat, exemples précis à l'appui. Une intervention que les élus communistes et républicains auraient pu applaudir des deux mains si toutefois le mouvement de baisse des dotations de l'Etat n'avait pas été engagé par les gouvernements de Droite avant que le gouvernement actuel ne fasse que la prolonger, en l'accentuant. Ce que Jean Paul Lecoq a relevé avec ironie : « *Je ne comprends plus bien... Une intervention digne des élus communistes ici au Département alors qu'au niveau national, la Droite, en phase avec l'Europe, en veut encore plus...* ». Il en a profité pour rappeler que les élus communistes et républicains sont favorables depuis toujours à une intervention de l'Etat dans l'économie et à des politiques de planification, c'est-à-dire l'inverse de ce que préconisent les libéraux or, « *vous les libéraux, que vous soyez ici à Droite ou là au sein du PS, vous voulez maintenant que l'Etat intervienne, que les collectivités aident les entreprises parce que c'est la crise... Il faudrait savoir* ».

Au nom du groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche, Hubert Wulfranc a clôturé le débat en rappelant avec gravité, le contexte économique et social en Seine-Maritime, qui comme dans le reste du pays, s'est encore dégradé un peu plus. Il a plaidé pour une intervention politique forte, volontariste, « *tous les signaux étant au rouge* ». Il a ensuite relayé la campagne nationale de l'Association des Maires de France, contre « *le caractère insoutenable* » du nouveau programme triennal de baisse des dotations jusqu'en 2017 imposé par le Gouvernement « *avec la complicité d'une majorité de parlementaires* ».

Fustigeant les décisions successives du gouvernement « *libéral* », Hubert Wulfranc a mis en garde l'assemblée départementale contre le risque de voir le Département sombrer à son tour dans une austérité effrénée pour diminuer une dette devenue pour la Droite une véritable obsession : « *Dans le prolongement de ces mauvais coups de l'Elysée Matignon, ici, en Seine Maritime, nous sommes inquiets sur les conséquences concrètes que risquerait d'entraîner un démantèlement ou un détricotage du maillage de proximité que le Département assure depuis une décennie. Partant du principe que le souci de la proximité, de la facilité d'accès à ses services constituent un impératif si l'on prétend assurer un service public efficace* ». Jean Paul Lecoq a ensuite poursuivi en développant le projet de motion relatif au projet de Canal Seine Nord qui n'a pu faire l'objet d'une motion formelle, le Président l'ayant refusé.

Le débat a donc finalement eu lieu sur ce projet à l'initiative des élus communistes et républicains. Pour la majorité Départementale, Alain Bazille puis Bertrand Bellanger ont repris la plupart des arguments développés dans le projet de motion, ce qui a permis à Jean Paul Lecoq de réitérer la demande d'une prise de position commune du Département, rappelant au passage que sans son groupe, ce sujet n'aurait même pas été évoqué aujourd'hui. Sur les bancs socialistes, ce fut silence radio malgré les menaces fortes pesant sur les ports de Rouen et du Havre.

Jean Paul Lecoq a par ailleurs plaidé pour un véritable complexe portuaire normand et demandé à ce que tous les acteurs normands s'unissent pour le faire valoir auprès du gouvernement.

Finalement, le Président Martin a proposé de mandater la commission présidée par Alain Bazille pour travailler sur ce sujet unique, dans des délais courts et par une large concertation. Le Groupe a accepté cette proposition sous réserve que cette étape soit conclue par une expression publique du Département avant le 29 juin, date de la table ronde prévue par l'Etat.

Le Groupe interpelle le Président par une question écrite sur l'avenir des services départementaux de proximité

Après la lecture par Hubert Wulfranc de la question transmise préalablement, le Président Martin a confirmé, dans sa réponse, la suppression des Maisons du Département, estimant qu'elles ne remplissaient plus leur rôle d'intérêt général et qu'elles ont été « dévoyées » pour les besoins spécifiques de certains élus de l'ancienne majorité. Les statistiques de fréquentation seraient de ce point de vue accablant, tout comme le dernier rapport de la Chambre Régionale des Comptes.

Pour autant, le Président s'est défendu de vouloir diminuer la présence de proximité du Département et a promis que les moyens dédiés aux Maisons du Département seraient réaffectés sur les services déconcentrés (UTAS notamment), ses personnels étant redéployés auprès desdits services ou des services sociaux comme la MDPH notamment où 4 postes seront créés. A la fin du dernier mandat, Mireille Garcia, élus communiste, était intervenue à maintes reprises pour dénoncer des moyens insuffisants notamment pour la MDPH (Maison Départementale Pour le Handicap).

« Je suis libéral, mais j'ai une conscience sociale et j'agis en responsabilité », a conclu le Président, « Je remets ainsi au pot commun les moyens dédiés à certains élus, pour répondre à l'urgence sociale, pour reprendre le terme de votre question ». Il a annoncé par ailleurs la création de Délégations territoriales, sur Le Havre, Rouen et Dieppe, ouvertes sous l'impulsion des vice-présidents territoriaux, à disposition des gens et des élus locaux.

Projets Sociaux de Territoires (PST), le Oui mais des élus communistes et républicains

Sophie Hervé s'est félicitée de ces diagnostics particuliers de l'action sociale, par bassin de vie, et du plan d'actions spécifiques l'accompagnant, tout en regrettant le manque de moyens affectés à ces PST... *« Pour le volet actions de ces projets sociaux de territoires, nous allons en effet cofinancer pour 500.000 Euros par an plus de 150 actions identifiées, soit en moyenne un peu plus de 3.300 Euros par action et par an. Lorsque l'on regarde de près les constats dressés par UTAS, les objectifs qui se dégagent de ces constats et l'ambition légitime et salutaire décrite dans l'intitulé des fiches actions, on peut considérer que nous sommes bien loin du compte. Ceci étant, soyons positifs et saluons ce petit geste financier de la collectivité. Il en appellera forcément d'autres ! ».*

Politique de la Ville : le coup de colère des élus communistes et républicains ou comment prendre aux pauvres pour donner aux plus pauvres !!

L'assemblée délibérait également sur l'accompagnement départemental des nouveaux contrats de ville. Une politique de la Ville imaginée par le Gouvernement dont le but évident est de réduire les sommes publiques dédiées aux quartiers dit prioritaires.

Après que les élus PS, dans une défense aveugle des décisions austéritaires du gouvernement, aient osé vanter les mérites de ce nouveau dispositif, en soulignant notamment les 100 communes faisant leur entrée dans la géographie prioritaire, tout en oubliant de dire que dans le même temps, 300 ne sont plus éligibles, Hubert Wulfranc a dénoncé cette réforme de la Politique de la ville.

Une réforme « initié par le Gouvernement pour faire des économies au détriment de la prévention, des efforts pour lutter contre l'exclusion ». Avant de poursuivre : « Par jeu de passe-passe, d'enfumage, à partir de critères fabriqués pour aboutir au résultat commandé, à savoir restreindre la part globale de financement d'Etat, et en exigeant au passage un effort constant, voire en progression des collectivités locales qu'il étouffe par ailleurs à travers la baisse historique et inique de ses dotations, le Gouvernement et sa majorité en arrivent à intervenir en faveur des plus pauvres en prenant aux tout petit peu moins pauvres ».

Avec 1.300 quartiers retenus en Métropole contre plus de 2.500 précédemment, le gouvernement a annoncé une « géographie prioritaire resserrée », ce qui a fait dire à Hubert Wulfranc « on ne rationalise plus, on rationne ! Il en va ainsi de la Politique de la ville comme de l'Education Prioritaire !! », ajoutant que « la politique de la Ville s'est subitement étreintisée !! ».

En revanche, s'agissant ici de l'accompagnement du Département au dispositif, le Groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche a voté favorablement cette délibération.

Aide du Département en faveur des agriculteurs en difficultés : les élus du groupe en appellent à une nouvelle politique agricole

A l'occasion de cette délibération, Jean-Paul Lecoq a sonné la charge pour libérer l'agriculture du libéralisme... « Le Groupe Communiste et Républicain, Front de Gauche votera des huit mains cette délibération pour que les agriculteurs en difficulté puissent bénéficier pleinement de la solidarité départementale et européenne. L'Europe leur doit bien ça !

Mais, si nous voulons vraiment agir pour résoudre durablement les difficultés auxquelles sont confrontés nos agriculteurs, il conviendrait d'agir, ensemble, pour en finir avec le libéralisme économique et politique qui cause tant de ravages et produit tant d'aberrations pour la grande majorité des agriculteurs, pour l'environnement comme pour les consommateurs.

Que la puissance publique intervienne pour apaiser les dérives du marché auprès des plus fragiles, des plus touchés, c'est un devoir de solidarité mais la puissance publique pourrait intervenir bien plus efficacement en faveur d'une politique qui mettrait à l'abri les agriculteurs contre ces mêmes dérives.

Nous en appelons à la définition d'un projet rural d'avenir pour une agriculture devant, selon nous, se rapprocher des consommateurs, créer de l'emploi sur le territoire et respecter son environnement »... _Une intervention saluée, c'est un comble ou une surprise c'est au choix..., par le Vice-Président du Département en charge de l'agriculture et par le silence des élus socialistes qui visiblement, sur les questions agricoles, n'ont pas grand-chose à dire...

Egalité homme / femme, et les salaires alors ?

L'engagement du Département en faveur de l'égalité homme / femme a bien entendu reçu le soutien du Groupe mais après que Séverine Botte ait permis de combler une bien fâcheuse lacune... « Le document proposé à la signature du Président du Département offre une vision d'ensemble de la prise en compte de la thématique de la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes au niveau de l'action de l'Etat au plan régional, et départemental, ainsi que des projets des collectivités publiques, des associations ou encore des organisations privées qui s'engagent sur ce terrain. Le document balaie un large champ d'interventions traitant aussi bien des problématiques liées à l'orientation et à l'égalité professionnelle, à la place des femmes dans la vie politique et sociale, au droit des femmes de disposer de leurs corps ou encore de la lutte contre les violences dont elles sont parfois victimes.

Sauf que la thématique dialogue social et égalité professionnelle n'aborde que très succinctement la problématique de l'égalité salariale alors même que l'Observatoire des inégalités relève, au terme de ses travaux, que les hommes gagnent à temps plein, 16% de plus que les femmes. Tous temps de travail confondus, l'écart monte à 31 % ».

Et de poursuivre : « Sur ce point, le programme ministériel semble un peu léger pour remédier au phénomène de discrimination salariale dont souffrent les femmes, notamment dans le secteur privé où les écarts de rémunérations à responsabilités équivalentes sont davantage marqués ».

Budget supplémentaire, la Droite est revenue, c'est le PS en pire...

Ce n'est pas un scoop, mais ça commence très mal !! Une série de délibérations a permis à la Droite de modifier le budget 2015 du Département en faisant du désendettement sa priorité première... Un choix dénoncé par les élus communistes et républicains qui auraient voulu que l'importante marge de manœuvre dégagée de l'exécution du dernier exercice budgétaire 2014 puisse être affectée à des dépenses utiles pour répondre aux besoins des seinomarins, et non pour répondre aux brevets libéraux décernés par la Chambre Régionale des Comptes ou les agences de notation...

Concernant le Compte administratif 2014 (bilan de la gestion du Département pour l'année 2014), Hubert Wulfranc a tout d'abord relevé le danger représenté par la baisse, en 2015, du niveau des investissements du Département décidé par l'ancienne direction socialiste et confirmé par la nouvelle majorité : « L'enveloppe consacrée aux investissements devrait donc subir une réduction de 11% cette année en comparaison avec 2014. Et encore, cette année 2014 est loin de représenter une référence en la matière puisque, pour mémoire, le budget d'investissement de notre collectivité a culminé à son plus haut niveau en 2008 avec une enveloppe de 340 millions. L'investissement départemental a ainsi été divisé par deux depuis le déclenchement de la crise économique de 2008 ».

Combien d'équipements collectifs utiles à la population ont été remisés aux placards du fait de l'effondrement de l'investissement public, notamment départemental ? Combien d'emplois ont déjà été détruits dans le secteur du BTP, où sont en passe de l'être, du fait de l'assèchement des commandes publiques à même de prendre le relais de l'investissement privé devenu aujourd'hui atone ?

Par ailleurs, le Compte administratif fait état d'une baisse des dotations versées par l'Etat, notamment la Dotation Globale de Fonctionnement à hauteur de 7,8 millions d'euros entre 2013 et 2014. Cette réduction des concours de l'Etat s'inscrit dans le plan global de réduction des déficits publics fixé par le Gouvernement à hauteur de 11 milliards d'euros pour les collectivités locales. Un plan destiné à financer les différents dispositifs de soutien à la compétitivité des entreprises qui s'avèrent plus inefficaces les uns que les autres en termes de créations d'emplois et de croissance, mais qui sont particulièrement coûteux pour la population.

Malgré les baisses de dotations imputables au Gouvernement et l'accroissement des dépenses sociales insuffisamment compensées par l'Etat sur la dernière période, notre collectivité a néanmoins dégagé un résultat excédentaire affectable de 208,8 millions sur la section de fonctionnement, n'en déplace à la droite qui a crié à la faillite du Département lors de la dernière campagne électorale ».

Le rapport suivant se proposait d'affecter les 67,1 millions d'euros tirés de l'excédent de fonctionnement 2014 à la section d'investissement, contre 141,7 millions en recettes sur la section de fonctionnement.

Pour les élus Communistes et Républicains / Front de Gauche la priorité de l'affectation du résultat devait être donnée à l'investissement et au renforcement des services du Département pour répondre aux besoins de la population en cette période de crise économique et sociale aigue. Or, la proposition d'affectation portée par la Droite vise avant tout à réduire le recours à l'emprunt dans une optique de désendettement accrue alors que des services ou des actions mériteraient d'être davantage soutenus à l'instar des projets sociaux de territoire abondés seulement à hauteur de 500.000 euros. Le groupe a voté contre cette délibération et l'affectation du résultat proposé.

Puis, un débat s'est instauré autour du budget supplémentaire conçu par la nouvelle majorité de Droite. L'occasion pour les élus communistes et républicains, Front de gauche, de rappeler leur conception de l'action publique. Ils ont voté contre cette décision budgétaire modificative...

Informations

Retrouvez l'ensemble des interventions
des élus communistes et Républicains :

sur le site de l'ADEC 76

www.elus76.com

sur le blog des conseillers
départementaux communistes et
républicains / front de gauche
<http://departement.elus76.com>

Ou demandez les au groupe
communiste du Conseil Départemental
au 02 35 62 99 80



sebastien.giard@seinemaritime.fr

Pour recevoir ce « En Direct » par courriel :

Inscrivez vous auprès de : sebastien.giard@seinemaritime.fr
ou au 02.35.62.99.80

Pour ne plus recevoir, désinscrivez vous auprès de :
sebastien.giard@seinemaritime.fr

Pour contacter le Groupe Communiste et républicain :

 02.35.03.55.65  02.35.62.99.80

 hubert.wulfranc@seinemaritime.fr